

# Déclaration de la Cgt en vue de la Conférence ministérielle de l'OMC

jeudi 8 décembre 2005, par [CGT](#) (Date de rédaction antérieure : 7 décembre 2005).

Dans quelques jours, va s'ouvrir la 6<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hong Kong.

La Cgt est convaincue que l'essor du commerce international, avec pour objectif le développement durable, est un facteur de paix et de prospérité.

Le travail décent, tel que défini par l'Organisation internationale du travail (OIT), et les normes fondamentales du travail, doivent être au cœur des priorités et devraient être l'élément principal du cycle de négociations commerciales.

L'absence d'accord prenant en compte ces données ou un accord les ignorant affaiblirait un système commercial multilatéral qui devrait être le plus apte à garantir les intérêts des pays les moins avancés. Cela laisserait la place à des accords bilatéraux qui, souvent, ignorent l'intérêt général.

Des millions de personnes continueraient d'être privées d'un accès au développement et aux moyens d'existence qui y sont liés.

Nous avons besoin d'un système efficace de régulation du commerce international, prenant en compte les orientations fixées ci-dessus.

Un accord doit garantir aux pays en voie de développement l'espace nécessaire pour entreprendre des stratégies légitimes de développement industriel au plan national.

C'est cette volonté de corriger les distorsions existantes et de garantir plus de justice et de liberté qui doit guider les négociations.

La Cgt demande que des analyses d'impact sur l'emploi et plus globalement dans le domaine social soient réalisées dans le textile et préalablement dans les secteurs faisant l'objet de négociations, comme le textile.

L'examen régulier des politiques commerciales de chaque pays doit donner lieu à une consultation réelle des organisations syndicales.

L'agriculture est un point d'âpres débats. La Cgt demande la suppression totale des subventions agricoles à l'exportation, et la réorientation des aides vers un développement agricole durable, la sécurité alimentaire et l'aménagement du territoire.

En ce qui concerne les services publics, la Cgt réitère sa demande que ceux-ci, ainsi que l'ensemble des biens publics mondiaux, soient exclus des négociations. Par ailleurs, elle exige que l'accord AGCS soit profondément amendé, pour permettre aux gouvernements qui le souhaitent de se soustraire ou de diminuer leurs engagements, afin de pouvoir revenir en arrière sur des décisions de privatisation prises antérieurement.

Il y a également urgence à ce que l'accord sur la propriété intellectuelle permette réellement à l'ensemble des pays en voie de développement d'avoir accès à faible coût aux médicaments pour pouvoir faire face aux pandémies, telle celle du VIH/SIDA.

A la veille de l'ouverture de la conférence, la Cgt invite le gouvernement français et à l'Union européenne à peser positivement pour :

- Aboutir à un accord équilibré qui prenne en compte les besoins de croissance et de développement des pays du sud, ainsi que le maintien et le développement de l'emploi, dans les pays industrialisés ;
- Que l'Union européenne - en tant que négociateur européen - promeuve la démocratisation des instances internationales, en contribuant à la cohérence des positions prises par les États membres ces différentes enceintes.

La lutte contre la pauvreté dans le monde doit conduire les gouvernements à modifier les règles du commerce mondial pour en faire un réel facteur de progrès pour les populations, au Nord comme au Sud.